

A painting of Napoleon Bonaparte in military uniform, standing over a map of Italy with a broken helmet. The scene is set against a dramatic, reddish-brown sky. Napoleon is depicted in a dark, ornate military coat with a red sash, holding a sword. He stands over a map of Italy, which is partially covered by a broken helmet and a red plume. The map has the word 'ITALIE' written on it. The overall composition is circular, with the background transitioning from a dark, stormy sky to a lighter, hazy landscape.

Vincent Haegele  
**Révolution impériale**  
L'Europe des Bonaparte  
1789-1815

PASSÉS / COMPOSÉS

Goethe



Révolution impériale

DU MÊME AUTEUR

*Napoléon et Joseph Bonaparte. Correspondance intégrale, 1784-1818*, Paris, Tallandier, 2007.

*Napoléon et Joseph Bonaparte. Le pouvoir et l'ambition*, Paris, Tallandier, 2010.

*Murat. La solitude du cavalier*, Paris, Perrin, 2015.

*Napoléon et les siens. Un système de famille*, Paris, Perrin, 2018.

*Des hommes d'honneur. Trois destins d'Ancien Régime*, Paris, Passés composés, 2019.

Vincent Haegele

# Révolution impériale

L'EUROPE DES BONAPARTE (1789-1815)

PASSÉS/COMPOSÉS

Publié avec le soutien du Centre national du livre (CNL).

ISBN : 978-2-3793-3147-3

Dépôt légal - 1<sup>re</sup> édition : 2021, août

© Passés composés / Humensis, 2021

170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris Cedex 14

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » (article L 122-5) ; il autorise également les courtes citations effectuées pour un but d'exemple ou d'illustration. En revanche, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (article L 122-4). La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au CFC (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

# Sommaire

Introduction .....	9
--------------------	---

## PARTIE I. GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE OU RÉVOLUTION GUERRIÈRE ?

Chapitre 1. Seigneurs et bergers.....	29
Chapitre 2. Le mythe du gouvernement idéal.....	33
Chapitre 3. La peur de la décadence .....	39
Chapitre 4. Le clan des Bonaparte entre insularité et continentalité.....	47
Chapitre 5. Une fenêtre sur la Méditerranée et le monde.....	59
Chapitre 6. De la plume au feu.....	65
Chapitre 7. Corse et Sardaigne.....	71
Chapitre 8. La chute de la Corse .....	83
Chapitre 9. Jeux de piste avec l'histoire.....	91
Chapitre 10. Rêves et réalités topographiques .....	103
Chapitre 11. Dans la tourmente italienne.....	119
Chapitre 12. Bonaparte face à Joseph de Maistre : révolution et réaction.....	133
Chapitre 13. La paix se dérobe.....	141
Chapitre 14. La « charge du rhinocéros ».....	153
Chapitre 15. Rastatt : l'impensable tragédie.....	163
Chapitre 16. La contre-révolution se déchaîne.....	177

## PARTIE II. UN SINGULIER CONSUL

Chapitre 17. Avènement guerrier et esprit de Brumaire.....	193
Chapitre 18. Marengo.....	207

## *Révolution impériale*

Chapitre 19. La course à la paix .....	219
Chapitre 20. Les jours du tsar sont comptés.....	227
Chapitre 21. L'ébauche du système de famille.....	235
Chapitre 22. L'Italie du Nord à l'heure des choix .....	241
Chapitre 23. Cet étrange royaume d'Étrurie .....	257
Chapitre 24. L'enjeu anglais et la course pour le monde.....	283
Chapitre 25. L'avenir de l'Allemagne se dessine à Ratisbonne .....	293

### PARTIE III. L'HÉRITIÈRE DE CHARLEMAGNE

Chapitre 26. Un dessein impérial.....	307
Chapitre 27. Naissance de l'Empire .....	319
Chapitre 28. Trois empereurs se faisant la guerre.....	329
Chapitre 29. Un hiver à Vienne .....	337
Chapitre 30. Espoirs déçus et appétits d'ogres.....	351
Chapitre 31. La Prusse, un royaume en péril.....	363
Chapitre 32. Une révolution administrative : les Bonaparte gouvernent l'Europe.....	381
Chapitre 33. De l'Allemagne.....	399
Chapitre 34. Guerre économique, spirituelle et culturelle.....	413
Chapitre 35. Encore des révolutions .....	421
Chapitre 36. Policiers et brigands : cas de conscience et maintien de l'ordre .....	437
Chapitre 37. Annexions et intimidations.....	449
Chapitre 38. La résistance catholique .....	459
Chapitre 39. La forteresse assiégée.....	465
Chapitre 40. Revanche et contre-révolution .....	479
Chapitre 41. Et le miroir se brisa : la fin de l'Italie napoléonienne.....	491
Notes.....	513
Index.....	559
Sources et bibliographie.....	573
Remerciements.....	589



## Introduction

« Il y avait longtemps qu'on pouvait regarder l'Europe chrétienne (à la Russie près) comme une espèce de grande République partagée en plusieurs États », nous dit Voltaire au commencement du deuxième chapitre de son *Siècle de Louis XIV*<sup>1</sup>. En écrivant ces lignes, l'auteur était sans doute conscient de leur portée provocatrice à une époque où les États sont avant tout des monarchies constituant le patrimoine de grandes familles, où les identités nationales sont soigneusement délimitées par des « caractères » et où les disparités de langues, de coutumes, de religions ordonnent les espaces et en déterminent les politiques. Cette « grande République » ne serait-elle qu'un vœu pieux, appelant à la création d'une grande fédération européenne, qui engloberait les États et leurs particularités au profit d'une administration éclairée ? Il serait vain de considérer Voltaire comme un précurseur des institutions européennes contemporaines. En revanche, le philosophe a bien participé à la réflexion sur la nature politique d'un continent en pleine expansion<sup>2</sup>, dans un siècle qui prend conscience des liens qui peuvent unir les habitants d'un même continent. Ici ou là, des voix se font entendre autour du thème de la communauté d'intérêts, à commencer par celle de l'abbé de Saint-Pierre qui plaide pour une entente des États destinée à assurer une paix perpétuelle aux peuples, projet voué à connaître une belle postérité dans les écrits des philosophes des décennies suivantes. Rousseau, notamment, s'y montre très sensible.

### *La France, l'Antiquité et le bonheur : mélanges explosifs*

Tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, la France se pose comme un modèle culturel, puissamment ancré dans l'histoire ancienne et récente. L'héritage du siècle de Louis XIV, celui-là même que Voltaire analyse avec brio, a été pour ainsi dire capitalisé, avec, au centre, l'image de Versailles rayonnant sur le monde. Il existe un « goût à la française », qui infuse à travers l'aristocratie

européenne grâce à la langue, devenue celle de la diplomatie, mais aussi celle de la conversation. Avec cette « Europe qui parle français<sup>3</sup> », les bases d'une culture et d'une pensée qui posséderaient leurs ramifications à l'extérieur des frontières du royaume de France, indépendantes de la politique de ce royaume – d'un *soft power* pour reprendre l'expression actuelle – sont posées. Cette culture rayonne par le livre, mais aussi par les correspondances, échangées rédigées dans cette même langue. Que l'on soit gentilhomme polonais, artiste allemand ou médecin italien, il est possible de communiquer et d'échanger en français. Cette puissance culturelle sera des plus précieuses pendant la Révolution et pendant toutes les campagnes impériales : la plupart des interlocuteurs des autorités militaires et civiles parlent le français. Pour autant, les représentants des élites des pays occupés partagent-ils les opinions de ceux qui se sont présentés comme leurs libérateurs ? C'est la question qui nous occupera ici, tout au long des pages à venir.

La Révolution française apparaît comme la résolution de toutes les remises en cause qui se sont manifestées au cours des années précédentes dans la plupart des domaines sociaux, économiques et culturels. Après avoir investi les arts, les sciences et les lettres, après avoir fait de l'histoire un outil destiné à expliquer les grands mouvements des civilisations, les Lumières ne pouvaient pas laisser de côté le champ politique. Discrètement, d'abord, à l'image de l'initiateur de l'*Encyclopédie*, Denis Diderot, qui, tout en prétendant ne pas s'y intéresser, irrigue l'ensemble de son œuvre de jalons destinés à devenir des postulats politiques<sup>4</sup>. L'actualité les lui fournit : l'affaire Calas, la querelle des parlements, la condamnation du chevalier de La Barre... Toutes ces manifestations d'injustice sont la source d'une insatisfaction prononcée des Français vis-à-vis des institutions qui encadrent le modèle social que l'on n'appelle pas encore « d'Ancien Régime ». Diderot mais aussi Voltaire et bien d'autres encore doublent leur regard et leur expérience de la France de correspondances et de voyages à travers l'Europe. Le premier réside en Russie, auprès de la cour de Catherine II<sup>5</sup>, dont il est l'un des correspondants réguliers et avec qui il échange en toute liberté, tandis que le second est l'hôte du roi Frédéric II de Prusse, dont le non-conformisme a étonné le continent<sup>6</sup>. Il revient donc à ceux qui en ont les moyens intellectuels de passer au crible de la critique les tares du système pour proposer les réformes nécessaires à l'établissement d'un régime plus vertueux, seul capable de dispenser la justice au plus grand nombre.

Deux thèmes connaissent une indiscutable fortune auprès des auteurs comme de l'opinion : celui de l'Antiquité, source de toute connaissance et d'un exercice politique admis comme supérieur<sup>7</sup>, et celui du bonheur, sans que l'on s'attarde trop sur l'idée qu'il soit personnel ou public. La notion de

bonheur a même pu faire l'objet de suspicions, lorsqu'elle est défendue par les esprits les plus convaincus de matérialisme, voire d'athéisme, à l'instar du sulfureux La Mettrie, dont les excès de pensée sont sévèrement jugés par ses contemporains, à commencer par Voltaire, qui fut son rival à la cour de Berlin. Malicieusement, La Mettrie avait pu écrire : « Les philosophes s'accordent sur le bonheur, comme sur tout le reste<sup>8</sup> »... c'est-à-dire sur rien.

Toutefois, si décrié qu'il puisse être, La Mettrie ne cherche pas à défendre autre chose que l'idée d'un bonheur immanent à l'être humain, qui dépasse les contingences purement matérielles. Le bonheur est l'affaire de soi, tout comme les opinions religieuses (La Mettrie défend l'idée d'un athéisme qui ne saurait remettre en cause les fondements sociaux, puisqu'il est avant tout affaire de conscience). La donne n'est plus la même lorsque le bonheur devient l'affaire de l'État, thème qui apparaît chez tous ceux qui ont pu condamner les positions du philosophe, et notamment chez ceux qui ont vu dans son athéisme une prédisposition pour l'absence de morale. Le bonheur, perçu comme sensation physique, pendant de la douleur, dépend de facteurs extérieurs à l'individu. Jean-Jacques Rousseau assure : « Sans principe, sans but assuré, nous errons de désirs en désirs, et ceux que nous venons de satisfaire nous laissent aussi loin du bonheur qu'avant d'avoir rien obtenu<sup>9</sup>. » La question sera donc la suivante : quel est ce principe ? Quel est ce but assuré ?

Pour toute l'école de pensée proche de la philosophie de Rousseau, que ce soit pour s'en réclamer ou s'en démarquer, cette question doit se rapprocher nécessairement de celle de la liberté, et notamment du libre arbitre de l'homme. Or, sous un gouvernement décrit comme despotique, ce libre arbitre n'existe pas et, par conséquent, toute notion de bonheur est illusoire<sup>10</sup>. C'est du moins l'un des arguments les plus employés au cours de la Révolution. En 1790, l'académie de Lyon organise un concours d'éloquence, dont le sujet, sur la suggestion de l'abbé Raynal, est la recherche du bonheur. Raynal n'est pas un inconnu : ses écrits, en particulier ceux consacrés à l'histoire des Amériques, ont été lus avec intérêt par toute une génération. Il figure parmi les auteurs que connaît et apprécie un jeune officier d'artillerie du nom de Napoléon Bonaparte<sup>11</sup>. Formé à la sévère école militaire de Brienne, puis à celle de Paris, où il s'est spécialisé, le lieutenant Bonaparte a mis à profit son temps libre pour étudier d'autres matières, en particulier les philosophes de son temps et l'histoire de sa patrie d'origine, la Corse. N'ayant pas connu l'époque de la « république de Corse » née de la volonté de Pasquale Paoli en réponse aux fins de non-recevoir émises par l'oligarchie génoise à l'égard des rebelles de l'île, le lieutenant Bonaparte porte sur cette époque un regard des plus positifs, quitte à enjoliver quelque

peu la vérité historique pour les besoins de la cause. Il se porte candidat au concours de l'académie de Lyon, pour lequel il livre un long travail, plutôt décousu, mais rétrospectivement très instructif sur les idées développées par celui qui est encore un inconnu dans le paysage politique français. Il reflète des idées qui, exceptées celles relatives à la Corse, sont celles des Français qui ont eu l'occasion de faire entendre leur voix au cours des premiers mois de la Révolution, dès la convocation des États généraux. Pour la plupart d'entre eux, il s'agit d'hommes (les femmes n'étant pas éligibles), appartenant à la bourgeoisie urbaine, à la petite aristocratie de robe, plus rarement aux artisans ayant réussi et encore moins à la paysannerie, qui représente pourtant l'immense majorité de la population.

Napoléon Bonaparte choisit une courte citation de l'abbé Raynal pour introduire son travail : « Il y aura des mœurs lorsque les gouvernements seront libres. » Puis, dans son introduction, il développe quelques thèmes comme autant de lignes de force qu'il reprendra (ou non) durant son long développement : premièrement, la littérature ne doit plus être considérée comme « objet de soumission » mais comme arme à part entière ; deuxièmement, « vivre d'une manière conforme à notre organisation » est la condition *sine qua non* du bonheur ; troisièmement, par leur mode de vie et leur société, les Spartiates étaient heureux. Et de poursuivre en indiquant que si « le sentiment fait naître la société, la raison la maintient encore<sup>12</sup> ». L'organisation de la société serait donc la clé de voûte d'un ensemble qui touche jusqu'aux sentiments les plus profonds : il faut pour cela que cette organisation soit tenue à la fois par la raison et la vertu.

En idéalisant l'Antiquité, les protagonistes de la Révolution ont projeté une image totalement déformée de l'histoire afin de mieux expliquer les événements de 1789 et ceux des années suivantes<sup>13</sup>. Ce règne de la vertu et de la raison, bientôt érigées au rang de quasi-divinités, se veut en connexion directe avec les Grecs et les Romains. Le lieutenant Bonaparte parle, pour qualifier ce lien, de « rêve du sentiment<sup>14</sup> », et met au même rang le bonheur de goûter un peu de fraîcheur après une journée de canicule et celui de s'imaginer contemplant les grandes figures de l'histoire grecque ou romaine<sup>15</sup>. Cet équilibre apparent, renforcé par les maximes égalitaristes de Lycurgue, dont l'action a pu être vue comme dirigée contre les classes les plus riches, ne peut que séduire les révolutionnaires français, qui prétendent plaquer ce modèle sur la société de l'Ancien Régime. Un tel choc des valeurs ne peut déboucher que sur des contestations violentes, d'autant qu'il prétend enjamber des siècles de droit, de coutumes et d'organisations socio-économiques fondés sur des modèles bien différents, auquel s'ajoutent l'héritage judéo-chrétien de la Bible et la révolution de l'information portée par l'imprimerie. De ce fait,

le discours « spartiate » n'a guère que la force de l'imprécation, dirigée contre des « ennemis » dont le nombre ne cesse d'augmenter et dont la « morale » ou plutôt « contre-morale » ne cesse de prendre un sens différent. Ainsi naît la contre-révolution, consubstantielle à la révolution : il n'est pas possible d'évoquer ou de comprendre l'une sans tenir compte de l'autre.

Les révolutionnaires, à compter de l'année 1792, ont encore moins de mal à se prétendre les héritiers de Sparte que la France s'est enfermée dans un cycle de dangereuse confrontation à l'égard de ses voisins, réitérant d'une certaine manière le conflit entretenu par l'antique cité avec sa voisine et rivale, Athènes, dont les Constitutions n'en sont pas moins démocratiques, mais au but moral peut-être moins élevé. Napoléon Bonaparte, du moins, le prétend dans quelques écrits restés longtemps inédits<sup>16</sup>, ce qui l'inscrit dans le débat politique opposant partisans de la ligne jacobine à ceux de l'aile girondine<sup>17</sup>.

### *Âmes guerrières et Grande Nation*

Cette même opposition se décline dans les discours faisant état de la nécessité de lancer la France dans une guerre générale, ou bien de chercher à l'éviter. Tout au long de l'année 1792, l'Assemblée nationale se partage entre partisans et opposants d'une solution militaire, alors que les mouvements se précisent de part et d'autre des frontières, encouragés notamment par les menées de ceux qui ont choisi l'émigration comme réponse politique aux événements. La solution militaire finit par l'emporter, de loin la plus logique : la France, même « régénérée », n'en est pas moins tributaire de la situation internationale, dans laquelle elle se trouve en position d'arbitre depuis plusieurs siècles. Au cours de l'histoire, elle a successivement combattu les influences espagnoles et autrichiennes en Italie, dans les Flandres et le long du Rhin. C'est sans surprise que l'on retrouve ces mêmes terrains au centre des combats les plus disputés de ce qui sera appelé « guerres de la Révolution et de l'Empire ». La question de la nation s'internationalise<sup>18</sup> ; il ne pouvait en être autrement. Peu à peu, les grands discours, les parallèles verbeux avec l'Antiquité s'estompent au profit d'une réalité plus prosaïque, néanmoins faite d'urgences et d'oppositions résolues. L'administration doit y répondre, sans états d'âme<sup>19</sup>. Ce sera le tour de force du lieutenant Bonaparte, devenu entre-temps général puis le chef d'État que l'histoire retiendra : mettre en marche cette machine administrative en même temps qu'il donne au monde les récits d'une geste militaire dans laquelle chacun peut s'identifier.

Cette longue période de conflit, sur laquelle nous nous arrêterons longuement durant tous les chapitres suivants, s'achève en 1815, avec d'une part la tenue d'un congrès continental à Vienne, d'autre part la déportation de Napoléon à Sainte-Hélène et, plus tragique encore, l'exécution de son beau-frère Joachim Murat au Pizzo, non loin de Naples, dont il avait ceint la couronne sept ans plus tôt. Murat est le dernier maréchal de France à mourir en tentant de reprendre l'avantage en Italie du Sud, longtemps après le décès, de maladie cette fois, du maréchal de Lautrec, en 1528, lors de la dernière tentative de François I<sup>er</sup> de reprendre le royaume de Naples à ses rivaux, les Habsbourg. Le magnifique tombeau, que l'on voit toujours à Sainte-Marie-la-Neuve, à Naples, rappelle autant cet événement qu'il scelle les derniers espoirs des Valois de se rendre maîtres de l'Italie. Pour Murat, aucun tombeau en revanche : sa dépouille a été jetée dans une fosse commune du Pizzo<sup>20</sup>. Ces deux événements, survenus à un intervalle aussi imposant, semblent étrangers l'un à l'autre : pourtant, l'un comme l'autre, ils signifient la fin d'un rêve italien<sup>21</sup> pour les Français (comme Napoléon, il est permis de parler de « rêve du sentiment ») et la fin, provisoire celle-là, du projet d'une Méditerranée redevenue *mare nostrum*, passage obligé vers un Orient où abondent les richesses et les aventures. Joachim Murat a été d'une certaine façon le bras armé d'une cause qui se rit des époques et des régimes : le songe de Charles VIII, l'ambition presque achevée de Louis XIV et, enfin, la cause démocratique de la Révolution.

De terrain périphérique au début des guerres de la Révolution, Napoléon fait de l'Italie le tremplin de ses ambitions, mais aussi l'antichambre ou le miroir de ses projets politiques : il y construit le contre-modèle qu'il peut opposer à un Directoire étonnamment dépourvu d'une politique étrangère bien construite et qui, bien que conscient du danger à laisser à l'armée une latitude d'action que le régime précédent s'était bien gardé de lui accorder, doit fermer les yeux sur les moyens employés pour lui procurer les ressources dont il a besoin pour survivre. Ce sont les questions économiques qui déterminent en dernier lieu la viabilité des régimes nés des troubles révolutionnaires. Le « bonheur » passe par la stabilité matérielle. Or, c'est un élément qui a été savamment passé sous silence dans la plupart des discours, qui ont privilégié les aspirations spirituelles, celle d'un état de nature, à des considérations bien plus terre à terre. L'Italie est riche : c'est un carrefour commercial incontournable, un centre de production et enfin le conservatoire de biens culturels inestimables. Plutôt que d'affronter les Autrichiens en Allemagne, les prendre à revers sur ce terrain apparaît comme une solution des plus intéressantes, d'autant que l'Italie fait aussi valoir sa propre aspiration à s'emparer de son destin comme nation<sup>22</sup>.

## Introduction

Napoléon veut s'écarter des schémas habituels de revendication dynastique, tout en s'inscrivant dans cette histoire de conquêtes, lourdes d'espoirs toujours déçus. Sa propre identité peut être un atout : les Bonaparte se flattent d'être aussi bien italiens que corses, d'être liés par l'histoire et l'esprit à la péninsule. Il existe de fait une conjonction culturelle qui les fait se sentir chez eux autant à Rome qu'à Naples, deux villes essentielles dans leur parcours européen, qui possèdent des relations fortes avec la Corse, terre de mission catholique, dont les soubresauts ont conduit nombre d'insulaires à s'y exiler – provisoirement ou pour longtemps. Paoli est l'un d'entre eux<sup>23</sup>. Il n'est pas étonnant que la ville soit considérée comme un relais important des Lumières en Europe.

Revenu en France après son expédition d'Égypte et auteur du coup d'État de Brumaire des 9 et 10 novembre 1799, Napoléon Bonaparte reprend immédiatement le chemin de l'Italie. Il y remporte la victoire de Marengo, qui sera déterminante pour son avenir à la tête de la France et dont le retentissement en Europe est immense. Le tsar songe même à renouer les relations rompues avec la France républicaine ; le front des puissances coalisées se fissure à mesure que des traités de paix sont conclus. En 1803, l'ensemble du continent semble pacifié.

Pour beaucoup de Français, même parmi certains émigrés, le Premier consul Bonaparte aurait mis un terme au cycle révolutionnaire, ce que l'intéressé revendique dans ses *Mémoires*<sup>24</sup>. L'historiographie en prend acte, faisant des journées de Brumaire la conclusion – presque logique – des événements commencés dix ans plus tôt. Le Premier consul, aidé par une Constitution à sa main, modifiée pour lui donner davantage de pouvoirs et bientôt la couronne, peut réformer à sa guise et créer les institutions dont le pays a besoin, en ressuscitant certains corps disparus en 1789 : les préfets ne sont-ils pas les héritiers des intendants de province d'Ancien Régime<sup>25</sup> ? Napoléon Bonaparte peut donner des gages pour garantir à la population tout entière que le temps du chaos, de la mauvaise gouvernance, des coterie politiques est révolu. Pour toute une génération de Français, la Révolution signifiera d'abord « l'anarchie », un temps qu'il convient non pas d'effacer des mémoires, mais de reléguer au fond de la conscience nationale comme un avertissement.

Pour autant, la Révolution est-elle terminée<sup>26</sup> ? D'un point de vue technique, sans doute, bien que le pouvoir continue de lutter avec la dernière énergie contre les partisans du comte de Provence, « Louis XVIII » pour nombre de ses soutiens, dont le règne théorique a débuté à la mort de son neveu, le fils de Louis XVI, en 1795<sup>27</sup>. Il faut aussi tenir à l'œil les factions jacobines les plus radicales, qui ont essaimé au-delà des frontières, notamment

en Italie, tout juste reconquise en partie. Cette lutte contre les opposants les plus virulents contraint le régime à renforcer sa vigilance et ses services de police, tout comme son renseignement, étant donné que des pays étrangers, la Grande-Bretagne au premier chef, hébergent (quand ils ne les financent pas) les réseaux royalistes. Elle le contraint aussi à se donner les moyens d'une politique étrangère agressive, dans la droite ligne des conquêtes de la Révolution. En cela, le cycle n'est pas tout à fait achevé.

Napoléon Bonaparte hérite de la grande idée des frontières naturelles de la France, qui fait du Rhin, des Alpes et des Pyrénées les limites ancrées dans la géographie du territoire national<sup>28</sup>. Cela implique la possession des Pays-Bas autrichiens (actuelle Belgique), d'une partie de la Hollande et surtout d'un grand nombre de principautés et évêchés allemands, dont l'histoire est tout sauf française, hormis si l'on considère l'empire de Charlemagne comme un État français par essence, un pas que n'hésitent pas à franchir certains tenants d'une telle légende. Napoléon relie son histoire à celle de Charlemagne : par nécessité, mais aussi par goût, car en cette époque qui apprécie les « parallèles », qui voit parfois l'histoire comme un cycle qui peut se renouveler, la tentation est grande de dépeindre le nouveau régime comme enraciné dans une tradition à la fois française et européenne<sup>29</sup>.

### *La famille Bonaparte et l'Europe : des enjeux multiples*

En France, le discours est cependant différent et Napoléon devra composer avec cette dichotomie durant tout son règne : comment faire de l'Empire l'héritier de la France révolutionnaire ? Comment mener une révolution dans une Italie monarchique ? Cette double problématique s'applique à tous ceux qui, dans le même temps, reçoivent de ses mains des dignités nouvelles ou spécifiquement recrées. Là aussi, l'Italie est au cœur des préoccupations familiales.

Napoléon sacré roi d'Italie, la plupart des membres de sa famille s'établissent entre Milan et Naples, dotés, couronnés et protégés. De tous les frères et sœurs de Napoléon, seuls Louis et Jérôme sont placés hors de la péninsule. Les autres, Élisabeth (Lucques, puis Florence), Joseph (Naples), Caroline (Naples), Pauline (Rome), Fesch (Rome) et, par extension, Eugène de Beauharnais et Murat, sont tous, à un moment ou à un autre de leur carrière, amenés à élire résidence en Italie, à y gouverner et à y représenter les intérêts de leur frère et, par conséquent, ceux de la France impériale. Il ne faut cependant y voir aucune trace de sentimentalisme à l'égard de cette destination privilégiée.



## *Introduction*

L'erreur consisterait à considérer que les Bonaparte, d'origine italienne, se devaient de revenir sur ce qui avait été la terre de leurs ancêtres. Prétendant descendre des Buonaparte de Florence, exilés au *xiv<sup>e</sup>* siècle pour avoir soutenu le parti gibelin, ils obtiendraient par la grâce d'un coup de balancier de l'histoire une revanche improbable après cinq cents années de relative obscurité<sup>30</sup>. Ce fait n'est jamais évoqué, implicitement ou non, à l'exception de quelques sous-entendus de Joseph, qui voit dans le caractère des Napolitains des ressemblances avec les Corses et qui joue de son « italianité » pour incarner un nouveau type de souverain, plus proche par la langue et la culture de ses sujets<sup>31</sup>. Cette proximité avouée ne pourra du reste être rééditée lors de son passage en Espagne, preuve que le caractère national des monarchies l'a emporté sur les considérations purement dynastiques. Au-delà des seuls intérêts familiaux, les Bonaparte ne font que parachever ce que leurs prédécesseurs à la tête de l'État ont entrepris avec constance : l'espace d'une décennie, le rêve italien de la France semble pratiquement prendre corps, au risque de décevoir les Italiens dans leurs aspirations.

Il apparaît que le modèle français, qu'il soit monarchique, républicain ou autoritaire, à la manière de Napoléon, convient difficilement aux pratiques de gouvernement qui prévalent en Italie : Joseph Bonaparte, en arrivant à Naples, est frappé par le fossé qui existe entre la cour et les déshérités, le luxe ostentatoire de l'Église, comparé au dénuement d'une population qui survit la plupart du temps couverte de guenilles. Il n'en faut pas moins pour faire de la péninsule une terre propice à l'imagination, imagination qui se veut aussi romanesque qu'administrative. Il semble bien, et nous le verrons un peu plus bas, que de tout temps, les ressources du pays aient été sensiblement surévaluées : Napoléon n'est pas le dernier à s'illusionner sur le potentiel économique de l'Italie et presse ses représentants d'agir dans un seul et même sens, celui de la rentabilité que l'on attend d'un investissement coûteux. Murat, qui remplace Joseph à Naples en 1808, présente les qualités nécessaires que l'on attend chez un gestionnaire brutal et efficace. Pour autant, lui aussi finit par emprunter d'autres voies politiques, plus personnelles, et bien plus risquées.

Avant d'employer sa famille, dont les qualités et les défauts seront passés au crible de la critique historique et politique, Napoléon aura tenté d'autres constructions pour asseoir la domination française sur l'Europe continentale : il y a d'abord la médiation (réussie) de la Suisse<sup>32</sup>, plongée dans des querelles politiques proches de celles de la France révolutionnaire et qui aura connu une douloureuse invasion en 1798, planifiée en partie par le même général Bonaparte qui l'avait intégrée dans ses calculs destinés à contrecarrer les ambitions autrichiennes et à abattre les officines royalistes qui s'y étaient

installées. L'invasion de la Suisse, sans que celle-ci ait pu constituer une menace directe pour la sécurité de la France, figure parmi les petits basculements de l'esprit révolutionnaire, plus encore que la fin de Venise, cédée à l'Autriche dans le cadre des premiers accords de Campo-Formio, même si c'est cet exemple qui a été longtemps retenu par les opposants à Bonaparte<sup>33</sup>. Nation libre, composée de cantons de langues et de religions différentes, la Suisse est aussi liée à la France par des traités d'amitié et d'alliances depuis le règne de François I<sup>er</sup> ; elle a entamé par elle-même le processus de mise à bas de son Ancien Régime. Une telle agression se justifiait-elle ? au nom de quelle liberté à apporter ? C'est pour refermer notamment cette plaie ouverte en 1798 que Napoléon Bonaparte procède à la médiation qui abolit en 1803 la « République sœur » helvétique, créée sur le modèle français, et revient au système de cantons fédérés, la France conservant Genève et les terres alentour.

Il y a ensuite la demande faite aux autorités bataves, sous « protection » française depuis 1795, de procéder à la réforme de leurs institutions, réforme qui aboutit à la Constitution mi-monarchique, mi-républicaine du royaume de Hollande<sup>34</sup>, dont Louis Bonaparte devient le souverain et dont la population semble se satisfaire, ce qui n'est pas rien compte tenu de la longue tradition égalitariste et antimonarchiste des défuntes Provinces-Unies, dont les troubles, au cours des années 1780, avaient été en quelque sorte les prémices de la Révolution française à venir. Alliée obligée de la France, république sœur, la Hollande n'en est pas moins prisonnière de ses intérêts propres et de sa grande dépendance vis-à-vis de l'économie britannique<sup>35</sup>.

Enfin demeure la question allemande, de loin la plus délicate. Jusqu'en 1805, les institutions du Saint Empire romain germanique (la propre création des héritiers directs de Charlemagne), amputé de la rive gauche du Rhin, fonctionnent vaille que vaille. Il n'en est plus rien après la paix de Presbourg, signée dans la foulée de la victoire d'Austerlitz : le dernier Empereur romain germanique, François II, de la Maison de Habsbourg, renonce de lui-même à cette couronne vidée de sa substance.

Le vide laissé par cette renonciation n'est que partiellement comblé par Napoléon, qui crée tout de même la Confédération du Rhin<sup>36</sup>, dont il s'installe le protecteur et le promoteur efficace, notamment lors de la campagne de 1806-1807, la victoire contre la Prusse lui permettant de rattacher à la Confédération de nombreux États qui hésitaient sur la ligne à tenir. Sur le papier, c'est un beau succès, vu comme la naissance d'une « Troisième Allemagne<sup>37</sup> », entre l'Autriche et la Prusse ; sur le terrain, il n'en va pas de même, avec l'éveil d'un nationalisme allemand dont les racines s'écartent délibérément du chemin tracé par la Révolution. Napoléon imagine un

contre-modèle politique d'une belle facture, en confiant le royaume de Westphalie à son frère Jérôme<sup>38</sup>. Le pari est habile, mais la Westphalie, comme nombre de projets napoléoniens apparaît très vite comme une coquille vide, quand elle ne sert pas, purement et simplement, de réserve de dotations pour les serviteurs méritants de l'Empire.

Un précédent fâcheux aurait pu alerter sur les dérives et les difficultés rencontrées par les États vassaux du système impérial : en 1801, la création du royaume d'Étrurie, en lieu et place du grand-duché de Toscane, avait d'abord suscité l'intérêt<sup>39</sup>. En parrainant le souverain de ce royaume, Napoléon est pourtant parvenu à resserrer les liens avec l'Espagne des Bourbons dont les représentants règnent aussi à Naples et à Parme, laquelle demeure maîtresse d'une grande partie de l'Amérique, du Mexique au Chili. L'Espagne est un partenaire essentiel, au moment où la France souhaite reprendre ce qu'elle estime être son héritage colonial, principalement dans les Antilles et en Louisiane. Avec sa flotte, son empire sur lequel le soleil ne se couche jamais, ses ressources en métaux précieux et en denrées rares, ses connexions avec l'Asie et l'Afrique, l'Espagne demeure une puissance mondiale incontournable, pour laquelle le XVIII<sup>e</sup> siècle a été un second âge d'or. En 1761, le Pacte de famille, signé par Louis XV et Charles III, a jeté les bases d'une alliance d'intérêts si forte que même la Révolution n'a pu en venir à bout<sup>40</sup>. Dès 1795, à la faveur de la paix de Bâle et après seulement deux ans d'interruption des relations, les deux puissances ont renoué leurs liens, et même si une méfiance réciproque est de mise, leurs intérêts sont par trop similaires pour ne pas se formaliser de leurs différences structurelles. Pourtant, celles-ci finissent par revenir insidieusement. L'Espagne a répondu à la crise française par un verrouillage strict de ses canaux d'information et la diffusion d'une propagande contre-révolutionnaire efficace, mettant l'accent sur les aspects antichrétiens des événements de France<sup>41</sup>. Le pays possède en outre des particularités qui le distinguent de son voisin aux tendances centralisatrices<sup>42</sup> : l'Espagne est le résultat d'une longue agrégation de royaumes aux géographies et aux traditions complexes, d'une histoire qui s'est construite sur les faits d'armes d'une *Reconquista* douloureuse. La couronne est le trait d'union entre tous les singularismes, cultivés et revendiqués, qui distinguent néanmoins la métropole de l'empire colonial. De ce fait, les réformes doivent logiquement passer par le crible de ces particularismes locaux, le pays n'étant pas centralisé dans le sens où la France peut l'être.

En 1808, Napoléon ne tient pas compte en profondeur de la politique intérieure espagnole<sup>43</sup>. Il a focalisé toute son attention sur les faits et gestes du prince de la Paix, Manuel Godoy, favori du roi et chef officieux du gouvernement, qui lui semble être la faible caricature de ce qu'il représente : un

homme aux prétentions dictatoriales, empêché d'agir clairement par le poids du protocole d'une cour qui persiste à agir dans le cadre d'un temps qui lui est propre. Manuel Godoy, de son côté, n'a jamais caché les préventions que lui inspirent Napoléon et son système continental. Au nom de l'indépendance de la nation, il est prêt à revenir sur les termes du Pacte de famille et proposer un rapprochement avec l'Angleterre. Ce jeu de dupes ne peut que produire des perdants : Godoy est victime de son impopularité, quand Napoléon l'est de son aveuglement. Il pense qu'il suffirait de remplacer les Bourbons par les Bonaparte pour impulser un nouveau cycle politique à l'Espagne.

L'erreur coûte sans doute une grande partie de son avenir politique à Napoléon et ouvre en Espagne des décennies d'instabilité. L'Empereur, qui rêvait en quelque sorte d'éviter les affres de la Terreur révolutionnaire un peu partout en Europe, en est pour ses frais : que ce soit en Espagne, mais aussi dans le royaume de Naples, ailleurs en Italie, dans le Tyrol, à Corfou, le discours révolutionnaire, les promesses du Code Napoléon, l'esprit centralisateur et jacobin trouvent des obstacles qui vont au-delà de la simple résistance de l'Ancien Régime<sup>44</sup>. Ces obstacles sont linguistiques, religieux ou encore culturels. Ils font de la conscription, outil révolutionnaire par excellence, la cristallisation de tous les refus et de toutes les colères vis-à-vis d'un pouvoir perçu comme d'abord militaire. Ils rendent aussi obligatoire l'emploi d'une police toujours plus amenée à s'immiscer dans les foyers et dont les inévitables abus nourrissent le ressentiment à l'égard des gouvernements<sup>45</sup>. Les réformes fiscales ne sont pas comprises, quand elles n'engendrent pas des révoltes ; enfin, les prohibitions de toutes sortes, les contrôles douaniers, les confiscations achèvent de rendre impopulaire un régime qui n'est pas parvenu à dépasser les seules incantations de liberté et d'égalité. C'est à ce moment que les ennemis de la Révolution, y compris les plus réactionnaires d'entre eux, reprennent à leur profit cette même notion de liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre un Empire français qui ne connaît plus ses limites et ne reconnaît plus toujours ses propres alliés.

Cela nous ramène, immanquablement, à la figure de Napoléon. Difficile d'en faire abstraction, même si notre propos n'est pas de donner lieu à une énième biographie le concernant, sachant que tous les types d'approche, de la psychologique à la clinique, ont été tentés, avec des fortunes diverses. L'ascension fulgurante du général Bonaparte a étonné le monde et continue aujourd'hui de nourrir récits et analyses. Elle est en soi un phénomène historique qui a suscité autant la stupeur que la volonté de l'expliquer, que ce soit pour le critiquer négativement ou en faire l'un des grands mythes du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>46</sup>. Nous aimons penser, pour notre part, que cette ascension

## Table des matières

Chapitre 25. L'avenir de l'Allemagne se dessine à Ratisbonne .....	293
<i>Une Diète historique</i> .....	293
<i>De l'Allemagne à Corfou : un modèle avec ou sans la France ?</i> .....	300

### PARTIE III. L'HÉRITIER DE CHARLEMAGNE

Chapitre 26. Un dessein impérial .....	307
<i>Pourquoi Charlemagne ?</i> .....	307
<i>La route d'Aix-la-Chapelle</i> .....	310
Chapitre 27. Naissance de l'Empire .....	319
<i>De Gênes à Florence : une intégration douce</i> .....	319
<i>La transformation de Lucques et l'intronisation d'Élisa</i> .....	323
Chapitre 28. Trois empereurs se faisant la guerre .....	329
Chapitre 29. Un hiver à Vienne .....	337
<i>Vienne, ville occupée</i> .....	337
<i>Loin du front</i> .....	344
Chapitre 30. Espoirs déçus et appétits d'ogres .....	351
<i>Le tracé des frontières</i> .....	351
<i>Fausse promises, haines véritables</i> .....	355
Chapitre 31. La Prusse, un royaume en péril .....	363
<i>La grande patience de Napoléon</i> .....	363
<i>Tenir les arrières</i> .....	373
Chapitre 32. Une révolution administrative : les Bonaparte gouvernent l'Europe .....	381
<i>Un très jeune vice-roi</i> .....	381
<i>Les réformes à Naples : clore ou réinventer la Révolution ?</i> .....	388
<i>Élisa</i> .....	394
Chapitre 33. De l'Allemagne .....	399
<i>La Westphalie, un royaume hors de l'histoire ?</i> .....	399
<i>Sens des réalités contre sens de l'histoire ?</i> .....	406
<i>Antoinette Murat, ou la respectabilité</i> .....	410
Chapitre 34. Guerre économique, spirituelle et culturelle .....	413
Chapitre 35. Encore des révolutions .....	421
<i>De Stockholm à Madrid : des trônes en péril</i> .....	421
<i>« Le talisman est brisé » : la fin de la matrice révolutionnaire</i> .....	430
Chapitre 36. Policiers et brigands : cas de conscience et maintien de l'ordre .....	437
Chapitre 37. Annexions et intimidations .....	449
Chapitre 38. La résistance catholique .....	459
Chapitre 39. La forteresse assiégée .....	465
Chapitre 40. Revanche et contre-révolution .....	479

## *Révolution impériale*

Chapitre 41. Et le miroir se brisa : la fin de l'Italie napoléonienne.....	491
<i>Conclusion : où se termine la Révolution ?</i> .....	503
Notes.....	513
Index.....	559
Sources et bibliographie.....	573
Remerciements.....	589